

PROGRAMME Islam vécu et enjeux de la sainteté

Journée d'étude du 26 février 1994 tenue au centre de Rabat de l'IRMC
La sainteté maghrébine : sources et instruments d'analyse.

Après la formation d'un groupe de recherche pluridisciplinaire à Tunis, l'organisation de cette rencontre à dimension maghrébine constitue une nouvelle étape dans la création d'un réseau méditerranéen d'étude des religions et des religiosités. Réunissant une quinzaine de chercheurs, travaillant au Maroc, en Algérie et en Tunisie, elle visait à confronter les expériences et à jeter les bases d'une réflexion méthodologique en vue d'une meilleure connaissance historique, sociologique et anthropologique du phénomène de la sainteté au Maghreb.

Les intervenants ont surtout discuté la pertinence des usages de la "matière de base" (récits hagiographiques, textes historiques classiques, archives, travaux empiriques ou de terrain) servant à la formulation de leurs hypothèses de travail. Ils ont également exposé les difficultés théoriques et les obstacles pratiques rencontrés tout au long de leurs investigations.

La question principale était celle de savoir dans quelle mesure la lecture de ces sources pourrait mieux nous renseigner sur le fonctionnement de la sainteté à un moment donné et dans un espace précis.

Les recherches en cours basées sur des cas particuliers ont révélé d'une part, le souci d'assimiler les textes anciens ainsi que les connaissances produites sur la sainteté depuis un siècle au moins, et d'autre part, la volonté d'agencer un regard neuf sur une question qui exige des approches combinées, inspirées du vaste champ des sciences sociales.

Les deux séances de la journée ont traité tour à tour des sources écrites et orales en permettant d'identifier les différentes expressions de la sainteté selon les lieux (zawias, mosquées, montagnes, villes, communautés rurales), les époques (Moyen Age, période moderne et contemporaine) et les pratiques (thaumaturgiques, extatiques, schismatiques...).

Le débat et la synthèse ont abordé plusieurs points relatifs à la fascination qu'exerce la sainteté et l'intérêt actuel des chercheurs pour ce champ d'analyse de même qu'ils ont permis de discuter de ses multiples liens avec les mentalités et les sociétés.

En somme, la sainteté s'est révélée un excellent indicateur de la quête du sens tout en synthétisant les difficultés des catégorisations usuelles et l'arbitraire des typologies réductrices. Ce vecteur de sociabilité et de contestation-intégration sociale nécessite indéniablement un regard global prenant en considération ses multiples aspects de phénomène social total sans négliger le caractère transcendant du sacré qui le fonde et le recrée.

Des propositions concrètes en vue d'une connaissance en amont, encore à entreprendre, comme les atlas des lieux de sainteté par exemple ont été avancés lors de cette séance qui ouvre la voie à d'autres rencontres qui traiteront de la prégnance du religieux et ses connexions avec l'histoire et les cultures des sociétés maghrébines.

La prochaine réunion qui aura lieu à Tunis du 27 au 29 mai 1994 permettra d'étudier l'autorité des saints dans les trois monothéismes et au sein de l'espace méditerranéen occidental.

**RENCONTRE
DE CHERCHEURS**

1er Mars 1994-Tunis

Dans le cadre d'une rencontre pluri-disciplinaire, **René GALLISSOT**, historien, Professeur à Paris VIII et Codirecteur de l'institut Maghreb-Europe a présenté son récent ouvrage

Ces migrants qui font le prolétariat

Paris : Méridiens Klincksiek 1994
co-réalisé avec Nadir BOUMAZA et Ghislaine CLÉMENT.

SEMINAIRE ANNUEL
DE RECHERCHE
Carthage
IRMC - BEIT AL-HIKMA

SAVOIRS EN USAGES, SAVOIRS EN PARTAGE

Cinquième séance
23 février 1994

Pierre SIGNOLES

Professeur à l'Université de Tours
Directeur d'URBAMA (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisation du Monde Arabe)

L'espace du géographe

Les réserves formulées à l'encontre de la géographie - une "science molle" selon Fernand BRAUDEL - se sont appuyées sur l'absence d'une définition rigoureuse de l'objet et de la théorie géographiques.

Longtemps dominée par une vision réduisant la discipline à une science des lieux clairement distincte d'une science des hommes, la géographie a conservé une certaine difficulté à définir son appartenance soit aux sciences sociales et humaines, soit aux sciences de la nature - ses praticiens optant parfois pour une formule hybride pétrie de contradictions sur le plan épistémologique.

L'historique de la discipline révèle les déplacements d'une ligne de front opposant les pôles originels de la géographie. A partir des années 50-60, la tension entre géographie "physique" et géographie "humaine" s'est traduite par la constitution de trois courants dominants (néo-positivisme, géographie sociale, géographie culturelle). Depuis, la redistribution des branches de la discipline permet de distinguer trois types d'analyse conjugables: l'une *écologique* (la gestion par les sociétés des contraintes naturelles), l'autre *spatiale* (la distribution des lieux en flux, réseaux, noeuds...), la troisième *régionale* (les formations socio-spatiales, l'appropriation de l'espace, les territoires). L'usage très récent de la notion d'*espace géographique* n'est pas étranger à l'explicitation d'un nouveau paradigme des relations hommes-nature. Qualifiant *une production finalisée de la société*, un ensemble de lieux et de sujets associés par des inter-relations, cette notion intègre le mouvement historique et la complexité des logiques sociales. En restituant le milieu de l'activité sociale et les stratégies humaines agissant sur l'espace, elle vise le déchiffrement des applications locales de règles universelles d'organisation et de différenciation spatiales.

Une telle définition ancre résolument la géographie dans le champ des sciences sociales et favorise de multiples échanges avec les autres disciplines constitutives de ce champ.

(notes de séance)

Parmi les travaux à paraître et les récentes publications de P. SIGNOLES on mentionnera :
Direction de : *Réflexions liminaires sur la citoyenneté dans le Monde Arabe*, URBAMA, 1994, avec M. LUSSAULT et S. TARAF-NAJI

Direction de : *Pôles industriels et développement urbain : les cas de Gabès (Tunisie) et de Mohammedia (Maroc)*, URBAMA, 1990, avec J.F TROIN (à paraître 1995)
Espaces de production et villes au Maghreb, Maghreb-Machrek, 1994-1

Sixième séance
16 mars 1994

Bernard BOTIVEAU

Chargé de recherche au CNRS, IREMAM (institut de Recherches et d'études sur le Monde Arabe et Musulman) Aix-en-Provence

Pour une anthropologie politique du droit

Bernard BOTIVEAU, titulaire d'un Doctorat de science politique (*Shari'a islamique et droit positif dans le Moyen-Orient contemporain*), vient de recevoir l'habilitation à la direction de recherche. En tant qu'animateur et responsable pédagogique, il participe à de nombreuses activités d'enseignement et d'édition.

Outre ses articles et ses contributions à des ouvrages collectifs, on citera :

Loi islamique et droit dans les sociétés arabes, Karthala, Paris, 1993

L'Algérie par ses islamistes, Karthala, Paris, 1991 (en collaboration avec M.AL-AHNAF et F. FREGOSI)

Septième séance
22 avril 1994

Jean Louis BESSON

Maître de conférences à la Faculté des Sciences Economiques de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

La construction statistique des faits économiques et sociaux

SEMINAIRE ANNUEL
DE RECHERCHE
Rabat
IRMC - GERM

SAVOIR ECONOMIQUE ET MODERNITÉ

Quatrième séance
3 février 1994

Abdellah SAAF

Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat
Professeur à l'Ecole Nationale d'Administration Publique

L'étude des politiques publiques au Maroc

Le regard que le politologue pose sur l'action publique au Maroc et sur la façon dont le savoir économique s'articule avec elle semble buter sur deux limites : d'une part, dans de nombreux domaines, la politique marocaine est souvent décrite en termes tactiques (moyen terme) là où une analyse en terme de politique publique suppose non seulement une autorité, un bien collectif à allouer et un choix de procédures, mais aussi une certaine continuité d'intentions et de réalisations. Continuité que pour leur part les économistes tentent de lire dans des lignes stratégiques (long terme) qui sous-tendent les pratiques de planification, ainsi que dans les tendances durables qui marquent la production et les échanges ; d'autre part, dans le contexte plus général de l'application des programmes d'ajustement structurels, l'acceptation progressive d'une contrainte externe de plus en plus homogènement répartie change également le sens de l'interrogation.

Est-il possible de penser en terme de politiques publiques ce qui ne pourrait être que des politiques sectorielles internes induites par une politique publique "constituante" d'origine externe, le PAS (programme d'ajustement structurel), qui ne laisserait place à aucun projet alternatif ?

Ces deux limites à l'interrogation sont aussi celles qui bornent la capacité de légitimation. En effet, autant l'efficacité (reconnue ou supposée) d'une politique publique est susceptible de renforcer cette légitimation, autant le poids d'un dispositif issu d'une dynamique internationale - quand bien même celui-ci se justifierait de prétentions à la rationalité économique - risque de l'affecter.
(notes de séance)

Abdellah SAAF anime et édite la revue *Abhâth*. Parmi ses nombreuses publications on citera : *Image politique du Maroc*, Okad, 1987
Politique et Savoir au Maroc, Smer, 1991
Chronique des jours de reflux, l'Harmattan, 1993

Cinquième séance
1er mars 1994

Driss BEN ALI

Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat

Politiques économiques au Maghreb et modernité

Les experts internationaux mettent volontiers en équation réformes économiques et politiques comme si le processus de modernisation affectait de la même manière l'ensemble des lois de fonctionnement des sociétés. Le postulat renvoie au débat sur la relation entre transitions économique et politique actualisé par les mutations enregistrées à l'échelle internationale.

Plus concrètement la question peut être rapportée aux Programmes d'ajustement structurel et référée moins, à proprement parler, à la modernité qu'à la modernisation. Celle-ci, pour les pays en voie de développement, s'analyse en un facteur exogène, en un processus de diffusion. La notion d'"occidentalisation" serait appropriée à cet égard dès lors que l'on voudrait bien considérer qu'elle implique celle de reconstruction.

Au Maroc, la modernisation ainsi envisagée est indissociable de la colonisation et de la politique de Lyauté fondée sur le dyptique réformes-réhabilitation culturelle. Après l'indépendance, elle a été prise en charge par l'Etat marocain.

Les politiques induites par le Programme d'ajustement structurel participent de cette modernisation tendant à promouvoir des transformations économiques tout en stabilisant les formes d'organisation sociale.

L'articulation de l'économique et du politique se caractérise de la sorte par l'émergence d'une société civile sans que pour autant celle-ci soit antinomique d'une primauté de l'Etat.

(notes de séance)

Sixième séance
6 avril 1994

Bernard PERRET

Rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation
Commissariat général au Plan

Les changements du travail et les limites de l'intégration par l'échange économique